

CONTRIBUTION DE SAMIR AMIN, livre « MODIBO KEITA » du CETIM

Le Plan Malien

L'Union Soudanaise était parvenue, par le succès de son implantation dans tout le pays, à élever le niveau politique du peuple comme ne l'imaginent guère la plupart des politologues spécialistes de l'Afrique. La grande masse du peuple était formée de petits paysans fortement organisés dans leur société villageoise. Dans ce cadre des petites chefferies locales - improprement qualifiées parfois de « féodaux » - conservaient un degré d'influence fort variable d'une région à l'autre. L'administration coloniale n'était pas parvenue à mettre de son côté l'ensemble de ces chefferies, que l'US avait largement récupéré. La paysannerie n'était pas une masse passive, comme l'imaginent souvent ceux qui ne la connaissent pas. Elle gardait une autonomie réelle vis à vis des chefferies, des commerçants et des militants urbains de l'US. Mais elle n'avait pas de direction propre à elle, à l'exception de noyaux ici et là d'anciens combattants (ceux qu'on appelait dans l'armée française les « tirailleurs sénégalais » étaient, dans leur plus grand nombre, des Maliens et des Voltaïques).

L'Union Soudanaise avait ses intellectuels - les cadres militants urbains de gauche formés à l'école des communistes. Mais elle ne comptait guère de « diplômés » de l'enseignement supérieur, dont je ne confonds pas le concept avec celui d'intellectuels. Que pouvaient être le développement et la planification dans ces conditions ? Nous prenions au sérieux les déclarations et les objectifs définis par le Parti par conviction et honnêteté. Ces objectifs relevaient d'ailleurs du bon sens : réaliser la scolarisation maximale, la vaccination de masse et l'installation de centres de santé dans les villages, améliorer le réseau routier et désenclaver les régions lointaines, doubler la production agricole par famille paysanne (l'objectif ne précisait ni les moyens techniques - irrigation, amélioration des semences et des équipements en sec, traction attelée etc , ni les moyens sociaux - degré de coopération, prix et organisation de la collecte etc , ce qui était fort heureux et laissait donc une marge pour la mise au point par la discussion et l'expérience), non pas industrialiser à outrance comme les détracteurs de mauvaise foi de l'expérience l'ont dit mais amorcer l'industrialisation par l'implantation de quelques industries légères, évidemment de substitution d'importations (le discours de la Banque mondiale contre ce type d'industries auxquelles elle oppose les industries d'exportation est simplement absurde et vide de sens), et de grande consommation (ciment, briques, textiles, industries du bois, industries alimentaires, ateliers de réparation), procéder à la réforme des finances publiques pour rendre l'impôt plus juste et plus effectif, réduire la bureaucratisation de la fonction publique, démocratiser la vie sociale etc. Le parti, à ce stade, laissait une marge appréciable pour le choix des moyens, associant éventuellement le privé et le public, les formes de gestion, comme il ouvrait les portes aux débats nécessaires concernant la démocratisation (le rôle des organisations de masse, de femmes, des syndicats, des coopératives rurales et leur degré d'autonomie).

De la dérive à la débâcle

Première difficulté : les « technocrates ». Certains ministres, n'avaient pas toujours le sens de ce qu'est l'économie. Leur tendance naturelle était d'insister pour que les projets qu'ils avaient dans leurs cartons soient toujours jugés prioritaires. Or dans certains cas il pouvait s'agir de projets tout à fait défendables mais qui ne s'imposaient que dans le long terme, comme « Kayes port de mer », par le moyen de la construction du grand barrage de Manantali, aujourd'hui réalisé sans que pour autant - trente cinq ans plus tard - les aménagements du fleuve Sénégal ne permettent encore la navigation jusqu'à Kayes. D'autres technocrates étaient - comme c'est souvent le cas - malades de modernisation rapide, sans réfléchir sur les adaptations nécessaires aux conditions du pays. Certains défendaient ainsi

à l'Office du Niger une mécanisation lourde immédiate à l'américaine ou à la soviétique. On pourrait multiplier les exemples.

Seconde difficulté : l'attraction des opérations coûteuses de prestige (stade, Palais présidentiel, grand hôtel, suréquipement d'Air Mali) qui flattent toujours les politiciens.

Troisième difficulté : la priorité absolue donnée au « politique », sans souci de calcul économique. Le Président avait certainement cette faiblesse, que certains dignitaires encourageaient, par flagornerie pure et simple. Je suis de ceux qui pensent que « la politique doit être aux postes de commande », mais en entendant par là le politique véritable, celui qui définit le contenu social du projet de société. Pas la rhétorique et les gestes théâtraux.

Quatrième difficulté : les commerçants qu'il était difficile d'intégrer dans l'environnement « socialiste » nouveau. Cette difficulté était réelle, objective, et beaucoup de cadres maliens en étaient bien conscients. Il était néanmoins évident - ou cela aurait dû l'être - que si la gestion nationale venait à se détériorer, que les déficits publics et de balance extérieure génèrent des ruptures de stocks répétées et l'inflation, un espace serait ouvert permettant aux commerçants de s'y engouffrer, de tirer des super bénéfices du marché noir qu'ils ne manqueraient pas d'exploiter. Le combat pour la neutralisation effective des commerçants exigeait la rigueur dans la gestion publique. Cela n'était pas toujours compris et pour certains le recours à la répression constituait la réponse à toutes les difficultés.

Cinquième difficulté : le manque de cadres aux niveaux les plus subalternes de l'exécution. Encore une difficulté objective réelle.

Sixième difficulté : le retour des étudiants formés à l'extérieur. La plupart de ceux-ci étaient pressés d'être immédiatement intégrés aux niveaux les plus élevés possibles. Les effets nocifs de la « rente-diplôme » allaient se faire sentir sans tarder. Sans expérience suffisante - c'est normal, l'apprentissage est incontournable - ils refusaient de le reconnaître et substituaient le verbe grandiloquent à la réflexion et au travail. N'ayant pas eu de passé militant - ce n'était pas leur faute - ils étaient enclins à flatter les dignitaires. Il y a eu certes des exceptions, mais elles n'étaient pas nombreuses, et, dans l'ensemble, ce nouveau corps de cadres a joué un rôle fort négatif, accélérant la dérive.

La conséquence de tout cela fut qu'en quelques mois le Plan disparaissait pour laisser la place, de fait, à une collection de projets disparates, mal étudiés, s'ajoutant au jour le jour dans le désordre le plus complet de décisions prises ici ou là, de faits accomplis. La dérive entraînait la fuite en avant. Ce que nous avions prévu arrivait fatalement : le double déficit des finances publiques et de la balance extérieure s'aggravait. Mais les autorités croyaient avoir les moyens d'y faire face, depuis juillet 1962, par la planche à billets pour ce qui est des finances publiques, par l'endettement extérieur - pour quelque temps - pour ce qui est du trou en devises.

La fuite en avant encourageait la dégénérescence du parti. Le Plan avait invité les responsables à organiser de grands débats sur quelques questions fondamentales bien identifiées et pour lesquelles des réponses n'avaient pas encore été apportées : la coopération rurale, les formes de la modernisation de l'agriculture, l'organisation de la commercialisation, la gestion des entreprises etc. Aucun de ces débats ne fut organisé sérieusement et les militants du parti furent mis à l'écart. A leur place des commissions ad hoc, dans lesquelles les « jeunes cadres » faisaient assaut de surenchère, présentaient des projets de décisions sans étude ni réflexion dans des rapports rédigés à la hâte, toujours flatteurs pour les dirigeants pour lesquels « rien n'est impossible ».

L'Union Soudanaise changeait de nature. De parti populaire réel elle devenait l'organisation collective de la nouvelle classe. Sa base sociale se rétrécissait en fait, en dépit des apparences maintenues par la distribution des cartes (placement quasi obligatoire) et les conférences nationales où le débat avait cédé la place à la claque organisée. Aussi, comme d'autres partis du genre, lorsqu'en novembre 1968 le nouveau dictateur l'interdisait par décret, il disparaissait de lui même sans bruit. D'autant que le noyau de la nouvelle classe qui avait pris le contrôle de l'Union Soudanaise passait avec armes et bagages du côté du vainqueur.

L'analyse que je faisais des raisons de la dérive en attribuait la responsabilité essentielle aux dirigeants maliens, et, derrière eux, aux conditions objectives de la société malienne. Néanmoins ces conditions ne doivent pas être réduites à l'héritage de l'histoire, de la colonisation et de la lutte de libération nationale. La conjoncture internationale concrète des années 1960 a aussi sa part de responsabilité, qu'il ne faut pas oublier.

Il y avait un contentieux politique entre le Mali et la France de l'époque, qui a été réglé par des négociations douces - ou des décisions unilatérales du Mali, acceptées en apparence par Paris et par les voisins africains - sans que cela n'implique l'absence d'arrière pensées, de manoeuvres, de stratégies qui objectivement créaient des difficultés supplémentaires au projet malien. La France disposait d'une base militaire au Mali, sise à Kati à une vingtaine de kilomètres de Bamako. Le ralliement du Mali au non alignement impliquait la dénonciation de l'accord militaire en vertu de laquelle cette base existait. Ce fut fait. Mais non sans grincements de dents de certains milieux à Paris. Car la guerre d'Algérie, même si elle tirait à sa fin, continuait. Or on n'avait peut être pas encore renoncé à Paris au projet de séparation du Sahara de l'Algérie pour en faire un Etat pétrolier client. Est-il nécessaire de dire que le Mali et le Niger, qui se partagent avec l'Algérie cette partie du Sahara, au demeurant laquelle est peuplée par les mêmes Touaregs, pouvaient à juste titre, dans ces conditions, ne pas se sentir à l'aise avec la France ?

La décision du Mali de créer sa monnaie en juillet 1962 ne pouvait pas être bien vue, ni à Paris, ni à Dakar et Abidjan, pour des raisons différentes. Paris tenait à l'union monétaire et à son intégration dans la zone franc. La France s'y est cramponnée dans des formes inchangées jusqu'au jour où, en 1994, le FMI (c'est à dire les Etats Unis) imposaient une dévaluation (dont je ne discute pas ici du bien fondé éventuel) non préparée, ouvrant une ère d'incertitude dans les relations entre la France - et l'Union Européenne telle que le traité de Maastricht en prévoit l'évolution - et les pays africains associés. Dans ces pays le modèle alternatif proposé par le Mali - celui de l'indépendance monétaire d'abord pour reconstruire ensuite un système africain de paiements, voire une intégration monétaire et économique - pouvait trouver des échos favorables.

La renaissance - difficile - d'un mouvement populaire était prévisible. On l'attribue souvent ici et là aux qualités intrinsèques du peuple malien - combatif, courageux etc. Il a ces qualités, c'est certain. Mais à mon avis cette renaissance, qui a conduit un combat glorieux faisant finalement tomber la dictature par des actions s'amplifiant au fur et à mesure que la répression se faisait plus sauvage, est largement le produit de l'histoire de la gauche malienne, de l'ancienne - de l'Union Soudanaise - et de la nouvelle, celle de la génération des jeunes dont nous avons vu la naissance et la formation. C'est peut être, volontairement ou pas, le résultat le meilleur dont le modibisme avait créé les conditions. Le marxisme-léninisme n'est sans doute pas par lui-même responsable de la dérive malienne. Son enseignement, pour scolaire et quelque peu fondamentaliste qu'il fut, contribuait au contraire à faire prendre conscience aux jeunes de la distance qui séparait les principes théoriques de la réalité du régime. Il a donc contribué à cette renaissance de la gauche malienne. En résumé donc ce fondamentalisme s'est révélé - au Mali en tout cas - infiniment moins négatif que ne le sont, par

exemple, les fondamentalismes néolibéraux ou islamiques qu'on propose aujourd'hui à la jeunesse désemparée.

Le Mali après Modibo

La victoire emportée par le peuple malien, qui est parvenu par son seul courage – sans appuis extérieurs, au contraire (les puissances occidentales se sont rangées en fait derrière le dictateur, en dépit de leurs prétentions « démocratiques ») – avait donc, naturellement, soulevé l'enthousiasme des classes populaires, et même de la majorité des classes moyennes et des intellectuels. On s'attendait entre autre, à ce que le nouveau président (Alpha Konaré) soit à l'écoute du mouvement démocratique profond qui a mobilisé le peuple malien et inaugure un style nouveau de direction et de gestion du pays. Ces espoirs ont été déçus. Au-delà de la responsabilité possible des individus je rapporte l'échec au poids écrasant que le système mondial a exercé sur les choix de Bamako, lui imposant la soumission inconditionnelle au diktat néo-libéral. Une fois de plus l'association démocratie – options néo-libérales, ne produisant que la catastrophe sociale, s'avère en définitive anti-démocratique dans son essence. La catastrophe sociale est visible à l'œil nu Bamako que je visitais lors du Forum Social Africain (janvier 2002) est devenue une métropole misérable, son centre dévasté par « l'informel » qui est le seul moyen de survie que le capitalisme offre désormais aux peuples.

Il y a néanmoins des lueurs à l'horizon, annonciatrices de la montée de luttes nouvelles, porteuses d'avenir. La naissance d'un mouvement paysan indépendant du pouvoir et des « partis » opportunistes constitue un changement qu'on aurait eu du mal à imaginer il y a seulement encore dix ans. Le « contrôle » des paysanneries par les mouvements de libération nationaux et à leur suite les administrations de l'Etat constituait une caractéristique générale en Afrique, et paraissait inébranlable. Dans l'ensemble des pays francophones de l'Afrique de l'Ouest – et singulièrement au Burkina Faso (qui a été à l'origine de ce changement – héritage de Sankara) et au Sénégal, comme au Mali – la paysannerie amorce son émancipation de ces tutelles. Au Mali une première grève des paysans – refusant de cultiver le coton – a imposé la négociation au gouvernement et au capital étranger (ici français) qui contrôle la « filière coton » et impose ses conditions et prix de misère.

L'organisation d'une session du Forum Mondial 2006 à Bamako a confirmé mes espoirs. Le soutien enthousiaste de toutes les forces populaires qui émergent à nouveau au Mali a garanti le succès de l'entreprise. Un grand merci ici à tous les militants du Comité Malien et à Aminata Traoré. L'Appel de Bamako, qui en a été le résultat, ouvre de nouveaux horizons au déploiement du mouvement mondial de remise en cause de l'ordre libéral impérialiste. L'Afrique a retrouvé sa place dans la mondialisation des luttes.

La question agraire

En Afrique intertropicale la persistance apparente des systèmes « coutumiers » demeure sans doute plus visible qu'ailleurs en Asie. Car ici le modèle de la colonisation s'était engagé dans une direction différente et particulière, qu'on a qualifiée – en français (le terme est intraduisible en anglais) – « d'économie de traite ». La gestion de l'accès au sol était laissée aux autorités dites « coutumières », néanmoins contrôlées par l'Etat colonial (par le biais de chefs traditionnels vrais ou faux fabriqués par l'administration). L'objectif de ce contrôle était de contraindre les paysans à produire, au-delà de leur autosubsistance, un quota de produits spécifiques d'exportation (arachides, coton, café, cacao). Le maintien d'un régime foncier ignorant la propriété privée faisait alors l'affaire de la colonisation, puisque aucune rente foncière n'entrait dans la composition du prix des produits désignés. Cela s'est traduit par un gaspillage de sols, détruits par l'extension des cultures, parfois définitivement (comme l'illustre la désertification du Sénégal arachidier). Une fois de plus le capitalisme démontrait ici que sa

« rationalité à court terme », immanente à sa logique dominante, était bel et bien à l'origine d'un désastre écologique. La juxtaposition d'une production alimentaire de subsistance et de productions d'exportation permettait également de payer le travail des paysans à des taux proches de zéro. Dans ces conditions parler de « régime foncier coutumier » c'est forcer considérablement la note : il s'agit d'un régime nouveau qui ne conserve des « traditions » que les apparences, souvent dans ce qu'elles avaient de moins intéressant.

Au Mali, l'Union soudanaise, au lendemain de l'indépendance en septembre 1961, amorçait ce qu'on a qualifié très incorrectement de « collectivisation ». En fait les coopératives mises en place n'étaient pas des coopératives de production, laquelle est demeurée de la responsabilité exclusive des exploitations familiales. Elles constituaient une forme de pouvoir collectif modernisé, se substituant à la prétendue « coutume » sur laquelle s'était appuyé le pouvoir colonial. Le parti qui assumait ce nouveau pouvoir moderne avait d'ailleurs une conscience claire du défi et s'était fixé l'objectif d'abolir les formes coutumières du pouvoir – jugées « réactionnaires », voire « féodales ». Sans doute ce pouvoir paysan nouveau, formellement démocratique (les responsables étaient élus), ne l'était-il en réalité que dans la même mesure que l'Etat et le parti. Il exerçait en tout cas des responsabilités « modernes » : veiller à ce que l'accès au sol soit effectué « correctement », c'est-à-dire sans « discrimination », gérer les crédits, la répartition des inputs (fournis par le commerce d'Etat) et la commercialisation des produits (également en partie livrés au commerce d'Etat). Le népotisme et les exactions n'ont certes jamais été éradiqués dans la pratique. Mais la seule réponse à ces abus eut été la démocratisation progressive de l'Etat, non son « retrait » comme le libéralisme l'a imposé par la suite (par les moyens d'une dictature militaire d'une extrême violence), au bénéfice des commerçants (« dioulas »).

Le Mali menacé (2013)

Je suis de ceux qui condamnent par principe toute intervention militaire des puissances occidentales dans les pays du Sud, ces interventions étant par nature soumises aux exigences du déploiement du contrôle de la Planète par le capital des monopoles dominant le système.

L'intervention française au Mali est-elle l'exception à la règle ? Oui et non. C'est la raison pour laquelle j'appelle à la soutenir, sans néanmoins penser le moins du monde qu'elle apportera la réponse qu'il faut à la dégradation continue des conditions politiques, sociales et économiques non seulement du Mali mais de l'ensemble des pays de la région, laquelle est elle-même le produit des politiques de déploiement du capitalisme des monopoles de la triade impérialiste (Etats Unis, Europe, Japon), toujours en œuvre, comme elle est à l'origine de l'implantation de l'Islam politique dans la région.

L'Islam politique – au-delà de la variété apparente de ses expressions – n'est pas un « mouvement de renaissance de la foi religieuse » (que celle-ci plaise ou non), mais une force politique archi réactionnaire qui condamne les peuples qui sont les victimes éventuelles de l'exercice de son pouvoir, à la régression sur tous les plans, les rendant par là même incapables de répondre positivement aux défis auxquels ils sont confrontés. Ce pouvoir ne constitue pas un frein à la poursuite du processus de dégradation et de paupérisation en cours depuis trois décennies. Au contraire il en accentue le mouvement, dont il se nourrit lui-même.

Telle est la raison fondamentale pour laquelle les puissances de la triade – telles qu'elles sont et demeurent – y voient un allié stratégique. Le soutien systématique apporté par ces puissances à l'Islam politique réactionnaire a été et demeure l'une des raisons majeures des « succès » qu'il a enregistrés : les Talibans d'Afghanistan, le FIS en Algérie, les « Islamistes » en Somalie et au Soudan, ceux de Turquie, d'Egypte, de Tunisie et d'ailleurs ont tous bénéficié de ce soutien à un moment décisif pour

leur saisie du pouvoir local. Aucune des composantes dites modérés de l'islam politique ne s'est jamais dissociée véritablement des auteurs d'actes terroristes de leurs composantes dites « salafistes ». Ils ont tous bénéficié et continuent à bénéficier de « l'exil » dans les pays du Golfe, lorsque nécessaire. En Libye hier, en Syrie encore aujourd'hui ils continuent à être soutenus par ces mêmes puissances de la triade. En même temps les exactions et les crimes qu'ils commettent sont parfaitement intégrés dans le discours d'accompagnement de la stratégie fondée sur leur soutien : ils permettent de donner de la crédibilité à la thèse d'une « guerre des civilisations » qui facilite le ralliement « consensuel » des peuples de la triade au projet global du capital des monopoles. Les deux discours – la démocratie et la guerre au terrorisme – se complètent mutuellement dans cette stratégie.

Le Sahélistan, un projet au service de quels intérêts ?

De Gaulle avait caressé le projet d'un « Grand Sahara français ». Mais la ténacité du FLN algérien et la radicalisation du Mali de l'Union Soudanaise de Modibo Keita ont fait échouer le projet, définitivement à partir de 1962-1963. S'il y a peut être quelques nostalgiques du projet à Paris, je ne crois pas qu'ils soient en mesure de convaincre des politiciens dotés d'une intelligence normale de la possibilité de le ressusciter.

En fait le projet de Sahélistan n'est pas celui de la France – même si Sarkozy s'y était rallié. Il est celui de la nébuleuse constituée par l'islam politique en question et bénéficie du regard éventuellement favorable des Etats Unis et dans leur sillage de leurs lieutenants dans l'Union Européenne (qui n'existe pas) – la Grande Bretagne et l'Allemagne.

Le Sahélistan « islamique » permettrait la création d'un grand Etat couvrant une bonne partie du Sahara malien, mauritanien, nigérien et algérien doté de ressources minérales importantes : uranium, pétrole et gaz. Ces ressources ne seraient pas ouvertes principalement à la France, mais en premier lieu aux puissances dominantes de la triade. Ce « royaume », à l'image de ce qu'est l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe, pourrait aisément « acheter » le soutien de sa population clairsemée, et ses émirs transformer en fortunes personnelles fabuleuses la fraction de la rente qui leur serait laissée. Le Golfe reste, pour les puissances de la triade, le modèle du meilleur allié/serviteur utile, en dépit du caractère farouchement archaïque et esclavagiste de sa gestion sociale – je dirai grâce à ce caractère. Les pouvoirs en place dans le Sahélistan s'abstiendraient de poursuivre des actions de terrorisme sur leur territoire, sans pour autant s'interdire de les soutenir éventuellement ailleurs.

De facto l'attitude des adversaires de l'intervention française en cours permet aux sécessionnistes du Nord d'établir leur Etat, voire de conquérir le Sud malien et d'établir un ou deux Etats « islamiques ». Ce résultat correspond précisément à l'objectif poursuivi par les Etats-Unis et, dans leur sillage, l'Europe. Ce projet avait d'ailleurs été entériné par Sarkozy. Les peuples africains tireront-ils un avantage de cette solution ? Ces Etats dits « islamiques » constitueront-ils un rempart contre l'impérialisme ? En fait cette solution répond parfaitement à la poursuite du contrôle de la région par l'impérialisme, qu'elle n'affaiblirait pas ce contrôle mais au contraire le renforcerait.

Il y a une fissure qui s'est dessinée entre la France et ses alliés majeurs, qui restent ses alliés en Syrie et ailleurs. Dans cette situation faut-il soutenir de facto le projet de Washington et de ses alliés européens, accepter le démantèlement du Mali et l'installation de régimes dits islamiques ? Je dis que c'est la pire solution. Les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas « moins impérialistes » que la France. Les adversaires de l'intervention admettent donc implicitement que le soutien des Etats-Unis « contre » la France peut servir les intérêts des peuples africains. Quelle erreur tragique ! Ils font comme si on pouvait ignorer que la « conquête » du Nord du Mali n'a pas été le produit d'un mouvement populaire. Pas du tout, cette conquête a été le fait de groupes armés dont les motivations restent douteuses, pour

le moins qu'on puisse dire : imposer par la violence leur pouvoir, piller et organiser leurs réseaux de trafics en tout genre. La base militaire des « djihadistes » établie dans la région vise directement l'Algérie. Ses émirs poursuivent l'objectif d'en détacher le Sahara algérien, à défaut de pouvoir prendre le pouvoir à Alger. Une perspective qui n'est pas pour déplaire forcément aux Etats Unis. L'incursion d'In Amenas, préparée longtemps avant l'intervention française au Mali, en donne une preuve lisible.

Que la minorité touareg du Nord Mali ait en grande partie soutenu ces groupes « djihadistes », en réponse aux politiques inacceptables de Bamako à l'endroit de leurs revendications légitimes est tragiquement malheureux ; et dans l'avenir Bamako doit changer d'attitude à leur égard.

Le pouvoir algérien a démontré sa parfaite lucidité : il sait que l'objectif du Sahélistan vise également la Sud algérien et pas seulement le nord du Mali. On ne devrait pas davantage s'étonner que les « alliés de la France » – les Etats Unis, la Grande Bretagne, l'Allemagne, sans parler de l'Arabie Saoudite et du Qatar – sont en réalité hostiles à cette intervention, qu'ils n'ont accepté du bout des lèvres que parce qu'ils ont été mis devant le fait accompli – la décision de F. Hollande. Mais ils ne seraient pas mécontents de voire l'opération s'enliser et échouer. Cela redonnerait de la vigueur à la reprise du projet du Sahélistan.

La reconstruction de l'armée malienne relève du tout à fait faisable. Le Mali de Modibo était parvenu à construire une force armée compétente et dévouée à la nation, suffisante pour dissuader les agresseurs comme le sont les Islamistes d'AQMI aujourd'hui. Cette force armée a été systématiquement détruite par la dictature de Moussa Traoré et n'a pas été reconstruite par ses successeurs. Mais le peuple malien ayant pleine conscience que son pays a le devoir d'être armé, la reconstruction de son armée bénéficie d'un terrain favorable. L'obstacle est financier : recruter des milliers de soldats et les équiper n'est pas à la portée des moyens actuels du pays, et ni les Etats africains, ni l'ONU ne consentiront à pallier cette misère.

Reconstruire le Mali

La reconstruction du Mali ne peut être que l'œuvre des Maliens. Encore serait-il souhaitable qu'on les y aide plutôt que d'ériger des barrières qui rendent impossible cette reconstruction.

Les ambitions « coloniales » françaises – faire du Mali un Etat client à l'image de quelques autres dans la région – ne sont peut être pas absentes chez certains des responsables de la politique malienne de Paris. La Françafrique a toujours ses portes paroles. Mais elles ne constituent pas un danger réel, encore moins majeur. Un Mali reconstruit saura aussi affirmer – ou réaffirmer – rapidement son indépendance. Par contre un Mali saccagé par l'Islam politique réactionnaire serait incapable avant longtemps de conquérir une place honorable sur l'échiquier régional et mondial. Comme la Somalie il risquerait d'être effacé de la liste des Etats souverains dignes de ce nom.

Le Mali avait, à l'époque de Modibo, fait des avancées en direction du progrès économique et social comme de son affirmation indépendante et de l'unité de ses composantes ethniques.

L'Union Soudanaise était parvenue à unifier dans une même nation les Bambara du Sud, les pêcheurs bozo, les paysans songhaï et les bella de la vallée du Niger de Mopti à Ansongo (on oublie aujourd'hui que la majorité des habitants du Nord Mali n'est pas constituée par les Touaregs), et même fait accepter aux Touaregs l'affranchissement de leurs serfs bella. Il reste que faute de moyens – et de volonté après la chute de Modibo – les gouvernements de Bamako ont par la suite sacrifié les projets

de développement du Nord. Certaines revendications des Touaregs sont de ce fait parfaitement légitimes.

Les limites des réalisations du Mali de Modibo, mais aussi l'hostilité des puissances occidentales (et de la France en particulier), sont à l'origine de la dérive du projet et finalement du succès de l'odieux coup d'état de Moussa Traoré (soutenu jusqu'au bout par Paris) dont la dictature porte la responsabilité de la décomposition de la société malienne, de sa paupérisation et de son impuissance. Le puissant mouvement de révolte du peuple malien parvenu, au prix de dizaines de milliers de victimes, à renverser la dictature, avait nourri de grands espoirs de renaissance du pays. Ces espoirs ont été déçus. Pourquoi ?

Le peuple malien bénéficie depuis la chute de Moussa Traoré de libertés démocratiques sans pareilles. Néanmoins cela ne semble avoir servi à rien : des centaines de partis fantômes sans programme, des parlementaires élus impotents, la corruption généralisée. Des analystes dont l'esprit n'est toujours pas libéré des préjugés racistes s'empressent de conclure que ce peuple (comme les Africains en général) n'est pas mûr pour la démocratie ! On feint d'ignorer que la victoire des luttes du peuple malien a coïncidé avec l'offensive « néolibérale » qui a imposé à ce pays fragilisé à l'extrême un modèle de lumpen-développement préconisé par la Banque mondiale et soutenu par l'Europe et la France, générateur de régression sociale et économique et de paupérisation sans limites.

Ce sont ces politiques qui portent la responsabilité majeure de l'échec de la démocratie, décrédibilisée. Cette involution a créé ici comme ailleurs un terrain favorable à la montée de l'influence de l'Islam politique réactionnaire (financé par le Golfe) non seulement dans le Nord capturé par la suite par l'AQMI mais également à Bamako.

La décrépitude de l'Etat malien qui en a résulté est à l'origine de la crise qui a conduit à la destitution du Président Amani Toumani Touré (réfugié depuis au Sénégal), au coup d'état irréflecti de Sanogho puis à la mise sous tutelle du Mali par la « nomination » d'un Président « provisoire » – dit de transition – par la CDEAO, dont la présidence est exercée par le Président ivoirien. C'est ce Président, dont la légitimité est aux yeux des Maliens proche de zéro, qui a fait appel à l'intervention française. Ce fait affaiblit considérablement la force de l'argument de Paris bien que diplomatiquement impeccable : que Paris a répondu à l'appel du Chef d'Etat « légitime » d'un pays ami. Mais alors en quoi l'appel du chef de l'Etat Syrien – incontestablement non moins légitime – au soutien de l'Iran et de la Russie est-elle « inacceptable » ? Il appartient à Paris de corriger le tir et de revoir son langage.

La France est mal placée pour contribuer au redressement économique du Mali. Car la reconstruction du Mali passe par le rejet pur et simple des « solutions » libérales qui sont à l'origine de tous ses problèmes. Or sur ce point fondamental les concepts de Paris demeurent ceux qui ont cours à Washington, Londres et Berlin. Les concepts « d'aide au développement » de Paris ne sortent pas des litanies libérales dominantes. Au plan politique la France, avec les pays de la CDEAO, préconise l'organisation rapide d'élections. Cela n'est certainement pas le moyen de reconstruire le pays et la société ; c'est même le moyen le plus certain pour ne pas y parvenir, comme toutes les expériences, du monde arabe par exemple, le démontrent. Et de quel droit la France, ou même la prétendue « communauté internationale » (cad les Etats Unis, leurs alliés subalternes européens, et les acolytes du Golfe), peuvent se prévaloir à ce titre ? Il appartient au peuple malien de s'organiser pour définir les moyens de sa reconstruction. Travailler avec les forces progressistes maliennes et africaines pour que le Mali parvienne à imposer sa solution juste à son problème : reconstruire l'unité du pays, de sa société et de l'Etat, dans le respect démocratique de la diversité de ses composantes.